

Le budget

Cela, c'est important que les gens le sachent. On est poigné avec un cancer, on est poigné avec un héritage empoisonné. Nous faisons des efforts, nous jouons notre avenir politique sur la volonté d'assainir les finances publiques, et j'espère que nos vis-à-vis, que ce soit de l'opposition libérale ou du NPD, pourront proposer des alternatives alors que, nous, nous mettrons de l'avant une réforme fiscale qui, je le crois sincèrement, à long terme, va nous amener la considération et l'estime des Canadiens aussitôt qu'ils verront le bien-fondé de notre réforme.

[Traduction]

M. Ross Harvey (Edmonton-Est): Madame la présidente, je voudrais pour commencer m'excuser de ne pas pouvoir m'exprimer dans une autre langue que l'anglais. C'est ma limitation.

J'ai écouté cependant avec fascination, grâce à la traduction, le député nous exposer en détail que tous les gens auxquels il parle dans sa circonscription et dans sa province sont en fait en faveur de la TPS, que l'appui dont elle jouit est proportionné au mérite qu'il lui reconnaît.

Cela, je dois l'avouer, me laisse tout à fait perplexe parce que je crois comprendre que les résultats d'un sondage Gallup dans la province du Québec, publiés il y a un mois environ, ont montré qu'environ 70 p. 100 des Québécois y étaient fortement opposés. . .

Une voix: Qui a raison?

M. Harvey (Edmonton-Est): J'y viens. Madame la Présidente, il est intolérable de se faire chahuter ainsi par un membre de son propre parti.

La présidente suppléante (Mme Champagne): La présidence est d'accord avec le député sur ce point. Je tiens également à rappeler au député que la période des questions et observations ne dure que cinq minutes. Pour permettre au député qui vient de finir son discours de répondre, le député d'Edmonton-Est pourrait-il poser sa question?

M. Harvey (Edmonton-Est): Pardonnez-moi, madame la Présidente. Je serai bref. Ses enfants, son conjoint et d'autres membres de sa famille l'appuient sûrement, mais je demande où il va chercher les autres qui ne sont

manifestement pas du même avis que 70 p. 100 des Québécois.

[Français]

M. DeBlois: Je remercie beaucoup le coloré député d'Edmonton-Est pour sa question. Au fond, c'est très facile à répondre. Je pense que, moi le premier, si vous demandez aux gens: Êtes-vous pour l'introduction d'une taxe sur les produits et services? Je vais être le premier à dire non. Mais si vous prenez le temps d'expliquer. . . L'expérience de la Nouvelle-Zélande est très intéressante à cet égard. Trois mois avant l'introduction de la TPS, et c'est l'ancien ministre des Finances qui est venu le dire devant le comité des Finances, trois mois avant l'introduction, 66 p. 100 de la population de la Nouvelle-Zélande était contre la GST, elle était contre la TPS. Deux mois après, c'était complètement l'inverse: les deux tiers des gens appuyaient la TPS. Alors, c'est le pari que nous faisons, c'est le pari que, une fois la TPS mise en application, une fois que la chasse aux sorcières sera terminée du côté de l'opposition, les gens verront que le ciel ne leur sera pas tombé sur la tête et que, au contraire, nous allons y gagner dans l'exportation de nos produits et dans une réforme fiscale beaucoup plus cohérente et beaucoup plus équilibrée.

M. Phillip Edmonston (Chambly): Madame la Présidente, aujourd'hui, je prononce mon premier discours comme député élu de la circonscription de Chambly. J'aimerais bien prendre un peu de temps pour vous expliquer comme je suis fier d'être ici parmi mes collègues, plusieurs que je connais, des deux côtés de la Chambre. J'aimerais aussi remercier les gens qui ont aidé à me faire élire dans la circonscription de Chambly: ma femme, Michelle, et les militantes de la circonscription.

Aussi, j'aimerais bien vous parler du fait que dans Chambly nous avons été particulièrement affectés par le Budget du ministre des Finances et nous croyons dans un sens que ce Budget est, ce que nous appellerons, un Budget séparatiste. Je vais vous expliquer cela.

Il est séparatiste dans le sens que le gouvernement cherche à se soustraire de ses obligations envers les provinces. C'est une drôle de façon de vendre le fédéralisme, et c'est même l'antithèse de ce que j'appelle le fédéralisme rentable.

Quand nous parlerons de l'importance de l'Accord du lac Meech, même dans le contexte d'aujourd'hui où Terre-Neuve a mis sur la table une proposition pour enlever son appui au lac Meech, nous, nous croyons dans Chambly, et je pense plusieurs au Québec, que cette tendance à ne pas vouloir accepter le lac Meech est